

Les cahiers du CEDREF

Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études féministes

10 | 2001 :

Vingt-cinq ans d'études féministes

Histoire et mémoire

Du mouvement des femmes aux études féministes

FRANÇOISE PICQ

p. 23-31

Texte intégral

- 1 Le premier apport du mouvement des femmes à la démarche de connaissance est sans aucun doute l'exigence de prendre en considération l'expérience vécue, de « partir de soi ». Aussi est-ce à partir de mon itinéraire – qui n'est pas un cas particulier même si la façon dont je l'ai vécu et dont je l'analyse m'est personnelle – que je voudrais poser une question plus générale :
 - Dans quelle mesure les études féministes sont-elles la continuation du mouvement féministe des années soixante-dix ?
 - Dans quelle mesure sont-elles en rupture avec les principes initiaux, radicaux, contestataires du MLF ?
 - Dans quelle mesure donc peut-on les considérer comme une « rentrée dans le rang » de la démarche universitaire classique que le Mouvement avait dénoncée¹.
- 2 L'expérience Jussieu, pour moi, c'est d'abord le « Groupe d'Études féministes de Paris 7 », qui a été un lieu de rencontre, de confrontation entre universitaires et militantes ; c'est pourquoi j'ai tendance à considérer les études féministes comme la résultante de cette rencontre là.
- 3 Une première réunion, le 13 janvier 1975, à l'initiative de Françoise Basch et Michelle Perrot, a décidé de créer un « *Groupe d'études des femmes ou groupe d'études féminines ou féministes ?* », qui se voulait « *largement ouvert à tous ceux et celles qui le souhaitent, pour réunir des informations sur les recherches et enseignements sur les femmes dans les universités françaises, promouvoir la réflexion et la discussion sur la condition féminine²* ».

- 4 Au départ donc, ce groupe ne se positionnait pas clairement comme féministe. Ni dans son intitulé – hésitant – ni par le public qu'il visait – mixte – ni par l'approche théorique – condition féminine, et non patriarcat ou rapports sociaux de sexe -. Il y avait en réalité deux camps au commencement du GEF et le climat était à la défiance.
- 5 Les universitaires savaient ne devoir attendre ni respect pour leur fonction, ni déférence à l'égard de leur compétence reconnue par l'institution ; elles acceptaient le risque d'une mise en question.
- 6 Françoise Basch se souvient de l'atmosphère lourde de tensions, malgré l'enthousiasme de cette nouvelle aventure : « *Car les militantes qui avaient rejoint le GEF – en désaccord avec discours et style universitaires traditionnels – étaient bien décidées à fonctionner selon les normes en vigueur au Mouvement, non-mixité, refus de la hiérarchie, critique de l'objectivité et du savoir constitué*³ ».

Mouvement et institutions

- 7 Le « groupe du jeudi » n'a pas eu la célébrité d'autres tendances du MLF ; il est pourtant particulièrement intéressant parce que c'est un groupe charnière, qui témoigne de l'éclatement du Mouvement en tendances antagonistes, éclatement auquel il avait vainement tenté de s'opposer⁴. Il s'est réuni entre 1972 et 1974 et n'a laissé qu'un document mais dont le titre est tout un programme : « Unes ne se divisent pas qu'en deux » ou « portrait-robot-de-la-femme-assidue-ou-pas-au-groupe-du-jeudi ».
- 8 Dans une position d'ouverture critique à l'égard de chacun des courants du mouvement, le « groupe du jeudi » rêvait de « refaire du m.l.f un mouvement, lieu de contradictions, de communication, permettant aussi des actions ponctuelles communes ». Il refusait la vision manichéiste qui tendait à diviser celui-ci en deux au nom d'une ligne politique (maoïste) prétendument révolutionnaire, prônée à l'époque par la « tendance » Psychanalyse et politique : « Un se divise en deux ».
- 9 Le « groupe du jeudi », dit aussi « groupe politique extérieure⁵ » résistait à la cassure du Mouvement, mais aussi à sa clôture, à son repli sur lui-même et les problèmes « de femmes », ce qu'il appelait « le ghetto, l'enfermement ». On y mettait en commun ce que chacune vivait en dehors du mouvement dans sa pratique « hétéro-sociale » : travail, syndicat, politique, couple... On y réfléchissait à notre « rapport aux institutions » ; et on concluait d'une seule voix : « On n'échappe pas aux institutions, on s'y bat et on s'y débat ! ».
- 10 Parmi les institutions en débat l'université occupait une place de choix. Peut-être le groupe réunissait-il relativement plus d'universitaires que d'autres dans « le mouvement » : trois étaient assistantes, plusieurs inscrites en thèse, d'autres étudiantes ou encore salariées de l'université. Aucune ne se projetait dans la « carrière universitaire » que certaines ont pourtant faite depuis. À cette époque, ce n'est pas du travail, encore moins de la carrière qu'on attendait sa libération⁶.
- 11 Le « groupe du jeudi » n'a pas réussi dans sa tentative désespérée d'empêcher la rupture du mouvement et lui-même n'y a pas résisté. Quelle que soit l'analyse qu'on peut faire des raisons profondes de cet échec⁷, l'université en a été le détonateur. Le groupe de Marseille, que nous avons rejoint dans l'intention de faire avec lui le n° 7 du *Torchon brûle* s'est brusquement dressé contre nous lorsque l'accusation a été portée par une envoyée de Psychanalyse et politique : « *En deux mots, je vous demande des nouvelles de votre thèse que vous faites sur notre dos* ». L'agressivité de « Psychépo » à l'égard du « groupe du jeudi », qui s'opposait à son schéma manichéen de la lutte entre deux voies dans le mouvement, n'a rien d'étonnant. Ce qui pose problème et qu'il faut chercher à comprendre, c'est l'écho rencontré dans le groupe de Marseille, jusqu'alors chaleureux⁸. En quoi faire une thèse pouvait-il être ressenti comme une trahison du mouvement des femmes ?
- 12 Quels étaient les reproches encourus par les apprenties universitaires ?
- 13 Se distinguer comme intellectuelles de « toutes les femmes », théoriser l'oppression (donc penser à la place des autres, alors que pour le MLF seule l'opprimée peut analyser et théoriser son oppression), séparer la réflexion de l'action, trahir la « parole des

femmes » au profit du « discours scientifique » (i.e. patriarcal), « vendre la lutte des femmes à l'université », récupérer le savoir qui appartenait aux femmes en mouvement pour un profit personnel en termes de carrière. Faire une thèse c'était faire de la « promotion individuelle », entrer dans les institutions et dans la compétition.

14 Au moment où le « groupe du jeudi » ne résistait pas à cette polémique sur l'université et la carrière, Lydia El Haddad, qui participait au séminaire de Michelle Perrot nous a parlé du groupe que celle-ci était en train de mettre en place avec Françoise Basch, et nombre d'entre nous a décidé de le rejoindre.

15 Nos motivations étaient certainement différentes de celles des universitaires qui avaient pris cette initiative, ressentant « l'impérieuse nécessité d'explorer de nouveaux domaines de recherche surgis du féminisme » et « tout simplement de respirer plus librement sur le lieu de travail⁹ ».

16 Pour les militantes que nous étions, il s'agissait de porter la contestation féministe au cœur de l'université, de prolonger la critique politique de la place faite aux femmes dans la société, par la critique d'un savoir constitué sur l'exclusion des femmes. Nous n'avons pas du tout eu l'impression de nous assagir, de nous soumettre à l'institution. Et les premiers débats du GEF gardent trace de notre offensive.

Groupe d'études, l'épreuve du féminisme

17 Dès la seconde réunion, l'éventuelle mixité du groupe a été dénoncée : comment pourrait-on tolérer que l'histoire des femmes ne soit pas l'œuvre des femmes ? Comment pourrait-on construire une réflexion neuve sous le regard et le contrôle des hommes ? La controverse s'est tranchée d'elle-même. Il n'a pas été nécessaire d'exclure des hommes qui ne sont pas venus.

18 Ce sont ensuite les normes et méthodes de la recherche universitaire qui ont été mises en question. L'histoire, faite par les hommes, qui a oublié les femmes et occulté leur parole, et qu'il faut reprendre totalement à partir de la question des femmes. C'est toute la sociologie et sa division en champs (sociologie du travail, sociologie de la famille) qui doivent être repensées par la prise en compte du travail domestique. C'est toute la démarche « scientifique » qui doit être passée au crible : « La science traditionnelle veut éliminer la subjectivité. S'impliquer explicitement dans sa recherche, introduire son expérience personnelle dans son objet de recherche constitue une rupture¹⁰ ».

19 De cette confrontation entre militantes et universitaires, entre méthodologie académique et pratique féministe a pu naître un mode de fonctionnement original. Des publications scientifiques étaient soumises à la critique de l'expérience des participantes, qui à son tour s'élargissait aux dimensions de l'étude sociologique. Et c'est avec une double perspective, théorique et pratique qu'on décortiquait des questions comme : « le travail des femmes est-il libérateur ? » ou « le discours scientifique sur la sexualité, l'homosexualité ».

20 Progressivement le fossé se comblait. Michelle Perrot répercutait la parole des féministes à la Rencontre d'Aix-en-Provence, réclamant une « histoire différente dans ses méthodes et dans son expression même¹¹ ». Tandis que celles-ci soumettaient au GEF leurs travaux universitaires en cours.

21 Les unes et les autres intervenaient dans les colloques et conférences qui prenaient leur essor. Après la rencontre d'Aix en Provence, « La femme et les sciences humaines », organisée en juin 1975, par Yvonne Knibielher et le CEFUP, ce fut en 1977 la Conférence internationale « Women and Power » à l'université du Maryland et la découverte (pour moi) de ce qu'étaient les Women's Studies en Amérique. Ce fut en 1978 à l'université de Vincennes le colloque organisé par Madeleine Rebérioux, Christiane Dufrancatel et Béatrice Slama « La femme et la classe ouvrière ». Ce fut surtout la série des rencontres internationales « New Woman, New Family », dont le GEF forma le noyau français. Françoise Basch en rend compte dans ce volume. La reconnaissance universitaire se forgeait, en même temps que les réseaux internationaux, grâce à l'aide des Américaines.

22 En France aussi le milieu des études féministes s'organisait. Les liens se tissaient

entre les différents groupes. Le CEFUP (Centre d'Études Féminines de l'Université de Provence) faisait des enseignements à Aix depuis 1972, il a été reconnu par l'université en 1976. Le CLEF (Centre lyonnais d'études féministes), très lié au mouvement des femmes, avait mis en place à l'université depuis 1976 une bibliothèque, un centre de documentation ; il tenait des séminaires interdisciplinaires et préparait son premier colloque : « *Les femmes et la question du travail* » (1980). Le premier bulletin *Pénélope* n° 0 est une publication commune du CEFUP, du CLEF et du Groupe de Recherche pour l'histoire et l'anthropologie des femmes, qui réunissait à Paris le GEF et un groupe d'historiennes de la Maison des sciences de l'Homme. Il fut le coup d'envoi de cette « *expérience militante dans le monde académique* » que Cécile Dauphin présente dans ce volume.

23 Le féminisme renouvelait la démarche de recherche, par sa critique radicale, par la dénonciation du savoir universitaire, masculin sous couvert d'universalisme, de l'exclusion des femmes ; par sa volonté de faire émerger la parole des femmes, de reconnaître le vécu de chacune comme source de connaissance. De l'autre côté, la réflexion menée dans les lieux universitaires favorisait l'évolution du militantisme, dans cette période où l'écriture devenait une pratique en soi, prenant le relais de l'activisme¹².

24 Ainsi le GEF a-t-il été le point de départ de diverses initiatives. Il y eut d'abord le projet d'émissions de télé « Sartre témoin de son siècle », projet avorté mais non pas improductif puisqu'il a débouché sur plusieurs revues.

25 Dans un climat de relative libéralisation, J.-P. Sartre s'est vu proposer la réalisation d'une série de dix émissions. Il s'est entouré de groupes de travail d'« historiens » (souvent rencontrés à la Gauche Prolétarienne). Par l'intermédiaire de Simone de Beauvoir et de l'équipe du *Sexisme ordinaire* un certain nombre de féministes a investi ce projet. C'était l'occasion de montrer le rôle des femmes dans l'histoire et d'élaborer une vision féministe de celle-ci. Nous refusions d'être cantonnées sous la rubrique « femme », nous donnions notre avis sur le synopsis, sur les illustrations, sur les analyses politiques. Prétention qui irritait Sartre qui tenait à garder le contrôle de l'« objet esthétique-idéologique », mais plus encore ses acolytes (Benny Lévy et Philippe Gavi formaient avec Sartre et Beauvoir le groupe dirigeant). Finalement Sartre a refusé les limites imposées par la télévision, et les émissions n'ont pas été réalisées. Mais la volonté de réfléchir au présent à la lumière du passé s'est continuée par la création de revues. Il y a eu *Révoltes logiques*, une revue importante d'histoire du mouvement social ; mixte mais avec une dimension féministe importante apportée notamment par Geneviève Fraisse. Et puis il y a eu *Parole !* revue féministe très marquée par l'histoire.

26 L'histoire du féminisme, telle que nous l'avons entreprise n'était guère conforme aux canons universitaires. Nous n'avions pas nécessairement de formation historique et refusions d'être enfermées dans un champ disciplinaire. Notre objectif était de lever la censure sur le féminisme passé, de mettre à l'honneur celles que nous appelions les « grands-mères » avec lesquelles nous avons un rapport pas du tout distancié. Chacune d'entre nous avait sa « chouchoute » : Hélène Brion, Madeleine Pelletier, Hubertine Auclerc, Madeleine Vernet ou les Saint-Simoniennes. Nous ne nous intéressions qu'à celles chez lesquelles nous trouvions un écho à nos propres préoccupations. Nous découvriions avec enthousiasme les bribes de leurs vies et nous les partageions¹³.

27 Ce dont nous n'avions pas conscience, c'est qu'à travers l'histoire du féminisme, c'est la nôtre qui nous inquiétait. « *Allons-nous re-disparaître sans avoir fait dérailler l'histoire et le chef de gare*¹⁴ ? ».

28 Si nous n'avons pas disparu, c'est que nous nous sommes transformées. Pour s'installer dans la durée, le féminisme a dû renoncer à ses caractéristiques trop « soixante-huitardes », et les féministes trouver des débouchés professionnels pour prolonger ce qui était un engagement de vie. Faire des concessions aux critères « scientifiques » si contestés naguère, et entrer dans la logique individualiste de la carrière était le prix à payer pour prétendre à une hypothétique reconnaissance institutionnelle, pour imposer à l'université ou au CNRS le champ de recherches ouvert par le féminisme.

29 Nous avons investi le GEF pour en faire un cheval de Troie du MLF à l'Université,

mais il a été tout autant un lieu de transition et d'appropriation. Le GEF a été un des premiers groupes d'études féministes, organisant avec les autres ce nouveau champ de recherche, définissant ses objets, ses méthodes, constituant son corpus à travers rencontres et revues. En 1981, lors du Colloque national organisé par le Ministère de la Recherche et de la technologie, il a lancé l'idée d'un Colloque national. Ce premier colloque « Femmes, Féminisme et Recherche » a été organisé avec le CLEF de Lyon, le CEFUP d'Aix, le GRIEF de Toulouse et d'autres groupes parisiens : le GIF, le séminaire « Limites, frontières », *Nouvelles Questions féministes*. Ce Colloque fondateur marque l'institutionnalisation des études féministes, avec toutes ses ambiguïtés¹⁵.

30 Mais c'est sans doute davantage par les compromis individuels que dans la pratique collective que s'est produit ce qu'il faut bien considérer comme une rentrée dans le rang. Pour soutenir une thèse féministe, il fallait composer avec l'institution ; plus encore pour que celle-ci permette une promotion universitaire.

31 En ce qui me concerne, j'ai fini par me ranger à l'argumentation de mon directeur de thèse. Il fallait savoir si je voulais me faire plaisir ou si je voulais devenir Maître de conférences. C'est ainsi que j'ai consenti à réduire mes ambitions, à me séparer de ma très chère coéquipière, à m'inscrire dans un cadre disciplinaire, à délimiter un objet, une méthodologie, une démarche rigoureuse... J'ai tout de même fait une thèse féministe, et je suis devenue Maître de conférences¹⁶.

32 C'est de mon expérience, individuelle et collective, que je tire cette conception des études féministes comme fruit de la rencontre, de la confrontation et finalement du compromis entre les exigences féministes et les exigences scientifiques. Qu'en est-il pour d'autres itinéraires ? Pour d'autres étapes vers plus de reconnaissance institutionnelle des études féministes ? Chaque avancée ne se paye-t-elle pas d'une nouvelle mise en conformité avec l'institution et d'une prise de distance avec l'origine féministe, militante ?

Annexe

Les féministes qui se sont retrouvées au GEF étaient pour nombre d'entre elles à un moment particulier de leur itinéraire dans le Mouvement, cherchant une issue (peut-être un reclassement) après une crise : crise parmi les féministes révolutionnaires à propos de la création de la Ligue du Droit des femmes, crise du « groupe du jeudi », à la suite justement d'une polémique sur l'université.

Notes

1 C'est l'analyse de Rose-Marie Lagrave : « Le prix à payer pour la reconnaissance institutionnelle est la conformité des pratiques aux normes universitaires inséparables d'un retour à l'individualisme », « Recherches féministes ou recherches sur les femmes ? », *Actes de la recherche*, 83, 1990.

2 *Mémoire du GEF*, recueil de documents, photocopiés, décembre 1982.

3 Françoise Basch, « Introduction », GEF-Paris 7, *Crises de la société Féminisme et changement*, Éd Tierce-Revue d'en face, 1991.

4 Françoise Picq, *Libération des femmes, Les Années-mouvement*, Seuil, 1993, p. 190 à 196.

5 Le groupe du jeudi s'était constitué après une manifestation de femmes contre la guerre du Viet-Nam, en janvier 1972. Il voulait réhabiliter l'intérêt pour la politique, alors que « le mouvement », proclamant que « le personnel est politique », avait fini par faire de la parole publique sur soi, le seul discours « politique » légitime.

6 Une version intermédiaire de « unes ne se divisent pas qu'en deux » notait : « Nous avons constaté que pour toutes les filles du groupe, le travail est une nécessité que nous essayions de rendre le moins envahissant possible (petits boulots, mi-temps, démerde ou relatif privilège de l'université) ». 18-01-1973, archives personnelles.

7 Régine Dhoquois a présenté la sienne : *Appartenance et exclusion*, Paris, L'Harmattan, 1989.

8 Nous avons compris plus tard, qu'à travers nous étaient visées les femmes de Marseille qui nous avaient invitées, absentes à cette réunion, qui elles aussi étaient inscrites en thèse.

9 Françoise Basch, *ibid.*

10 Réunion du 24 février 1975, Mémoire du GEF, doc. 3.

11 Michelle Perrot « Où en est l'histoire des femmes ? » Intervention à la rencontre du CEFUP « La femme et les sciences humaines », Aix en Provence, juin 1975.

12 L'explosion de la presse et des revues féministes dans les années 1977 et 1978 est comme dit Liliane Kandel, « un phénomène à la fois massif et non concerté -c'est à dire historique » : « Des journaux et des femmes », *Pénélope*, 1, 1978.

13 Cf. Nadja Ringart, « Les plus belles de l'histoire », *Parole!*, 1, printemps 1978. Cette rubrique se proposait, lettre après lettre, de ressusciter nos héroïnes, malheureusement *Parole !* n'a eu qu'un numéro et n'a même pas été jusqu'à la lettre B et à Hélène Brion, laquelle avait consacré tant d'années à son encyclopédie féministe.

14 Annette Lévy-Willard, « Des femmes disparaissent », *Parole !*, 1

15 La réticence à l'égard de l'institution n'a pas disparu parmi les féministes quand des ouvertures se sont fait jour. « *Est-ce qu'entrer dans une institution, notamment dans la recherche, c'est se prostituer ?* » lit-on encore dans un compte-rendu du GEF au 18 novembre 1981, (*Mémoire du GEF*). Voir aussi Françoise Picq, « Toulouse et après ? », *Revue d'en face*, 14, automne 1983 et Marie-Jo Bonnet, « Les noces entre la pensée et la vie » (infra).

16 Dix sept ans après ma nomination comme assistante... Ceci dit pour relativiser les difficultés rencontrées aujourd'hui par les jeunes chercheuses.

Pour citer cet article

Référence électronique

Françoise Picq, « Du mouvement des femmes aux études féministes », *Les cahiers du CEDREF* [En ligne], 10 | 2001, mis en ligne le 25 septembre 2009, Consulté le 09 juin 2016.
URL : <http://cedref.revues.org/430>

Auteur

Françoise Picq

Science politique, Université Paris IX

Droits d'auteur

Tous droits réservés